



Direction Générale Adjointe des Solidarités  
Direction de l'Enfance et de la Famille  
Etablissements et Schéma de l'Enfance

RENDU EXECUTOIRE LE

**30 NOV. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 08/11/2023  
Reçu en préfecture le 08/11/2023  
Publié le **S'LO**  
ID : 086-228600011-20231107-23\_A\_ESE\_0063-AR

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0063**  
en date du

**07 NOV 2023**

**Portant fixation du prix de journée  
du Lieu de Vie et d'Accueil  
«Anton Makarenko» à Valence-en-Poitou  
A compter du 30 octobre 2023**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.221-1 à 9, L.313-8 et D.316-1 à 4 relatifs aux lieux de vie et d'accueil et aux objectifs d'évolution budgétaires définis par le Conseil Départemental ;

VU le Code Civil et notamment les articles 371-1 à 371-5 relatifs à l'autorité parentale et les articles 375 relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Départemental n° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0023 du 16 juin 2023 portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil « Anton Makarenko » fixant sa capacité à 6 places ;

VU l'arrêté conjoint du préfet et du P-C-D n° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0062 du       portant déménagement du L-V-A « Anton Makarenko » à Ceaux-en-Couhé – Valence-en-Poitou (86)

VU les conclusions du compte rendu de visite préalable du 12 octobre 2023 ;

VU le Règlement Départemental des Lieux de Vie et d'Accueil du Département de la Vienne ;

**SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;**

DIRECTION GENERALE ADJOINTE  
DES SOLIDARITES  
39, RUE DE BEAULIEU  
86034 POITIERS CEDEX  
TELEPHONE 05 49 45 90 45  
FAX 05 49 56 45 51

Envoyé en préfecture le 08/11/2023  
Reçu en préfecture le 08/11/2023  
Publié le  
ID : 086-228600011-20231107-23\_A\_ESE\_0083-AR

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Le prix de journée du Lieu de Vie « Anton Makarenko », sis à la Métairie de Mézieux à Valence-en-Poitou, représenté par Monsieur Simon Robyns gérant de la SAS Anton Makarenko, est fixé du 30 octobre 2023 au 31 décembre 2024, à **14,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour et par enfant accueilli**. Ce prix **toutes taxes comprises**, recouvre l'intégralité des frais afférents à l'accueil d'enfant (rémunérations du personnel, charges sociales et fiscales y afférentes, toutes charges d'exploitation y compris celles relatives à l'accompagnement social des jeunes et à l'exercice des missions prévues au I de l'article D.316-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, amortissements, provisions,...).

**ARTICLE 2 :** Le prix de journée est relevé pour l'accueil d'une fratrie de 2 enfants à **18,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour et par enfant** et ce pour la période courant du 30 octobre 2023 au 31 décembre 2024. Cet article sera caduc si l'accueil de cette fratrie cesse avant cette date.

**ARTICLE 3 :** Le paiement des prix de journée sera effectué à terme échu sur présentation d'états de frais de séjour qui seront adressés, mensuellement et en triple exemplaire, au service comptabilité de l'Aide Sociale à l'Enfance du Département compétent. Les états de frais de séjour indiquent l'identité des accueillis, le nombre de jours d'accueil dans le mois, le montant par jeune et le total à payer.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication. Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) et transmis au représentant de l'Etat dans le Département.

Fait à POITIERS, le

07 NOV. 2023

Le Président



Alain PICHON.